

Les enjeux culturels de l'évangélisation protestante au XIX^e siècle

Les trois âges de la *Société des Livres Religieux* de Toulouse (1820-1891)

L'évangélisation protestante française, au cours du XIX^e siècle, s'est faite largement autour de l'imprimé. Les promoteurs du Réveil ont peu à peu diversifié les moyens employés, depuis la distribution systématique d'exemplaires des Saintes Écritures, opérée sous l'impulsion des diverses sociétés bibliques dès 1815, en passant par toute une littérature de colportage qui prend son essor après 1830, jusqu'à des formes d'édition plus élaborées comme des mensuels pour publics divers ou des ouvrages de culture savante. Le présent article entend étudier l'évolution et la mise en œuvre de ces stratégies. Loin du stéréotype véhiculé volontiers dans le discours évangélique qui voit dans la conduite de diverses œuvres une action unique et directe de la volonté divine, l'analyse historique faite *a posteriori* dégage plutôt un équilibre complexe entre la prise de conscience de besoins, la volonté spirituelle et l'aptitude à y répondre, et les moyens financiers et techniques disponibles. Le tout forme un jeu complexe qui aboutit, dans le domaine qui nous intéresse, à un ensemble d'interactions culturelles. Nous l'aborderons ici par l'exemple de la *Société de Livres Religieux*, dite « de Toulouse », qui a édité près de 8 millions d'ouvrages entre 1833 et 1905. Avec sa consœur, la *Société des Traités Religieux* (dite « de Paris »), elle a représenté la grande maison édition religieuse protestante au XIX^e siècle : les Toulousains ont

publié jusqu'à 5 % des titres religieux publiés en France¹ et leur dernier catalogue général, celui de septembre 1891, ne proposait pas moins de 889 titres à la vente.

Dans un contexte général aujourd'hui bien connu, celui de l'essor de la diffusion religieuse, associant piété et modernité dans un pays en cours d'industrialisation et d'alphabétisation, la *Société des Livres Religieux* apparaît profondément originale, même au sein du protestantisme français. Largement à l'écart des milieux parisiens du Réveil comme des terres huguenotes du Sud-Est, elle est pourtant l'expression d'une remarquable synthèse entre influences internationales (où domine la société modèle, la *Religious Tract Society*), réalités françaises et enracinement huguenot méridional².

Cette singularité explique sans doute que la *Société des Livres Religieux* soit restée longtemps très mal connue. Entreprise essentiellement familiale adossée à une banque, elle n'a publié de rapports que plusieurs années après sa création, et encore les collections qui nous sont parvenues sont-elles rares³. Du coup, comme l'écrivait André Encrevé, « nous la connaissons assez mal⁴ ». Fait très symptomatique, les historiens du protestantisme ne proposent pas moins de trois ou quatre dates différentes pour sa création⁵ !

¹ Si l'on prend pour référence l'année 1861, la SLR édite 101 titres, alors que la moyenne est de 2250 livres catholiques pour les années 1860-1864 (Dominique JULIA, in Jacques LE GOFF et René RÉMOND, *Histoire de la France religieuse*, Paris, édition 2001, p. 182, d'après Claude SAVART, *Les Catholiques en France au XIX^e siècle. Le Témoignage du livre religieux*).

² Le cadre général est tracé par plusieurs ouvrages : Claude SAVART, *Histoire de l'édition française*, t. III, (*Le Temps des éditeurs*), Fayard, ainsi que : *Les Catholiques en France au XIX^e. Le témoignage du livre religieux*, Paris, Beauchesne, 1985 ; Roger CHARTIER et Henri-Jean MARTIN dir., *Histoire de l'édition française*, Promodis, 1985, t. I et II ; nouvelle édition, Fayard, 1990.

³ Nous avons pu consulter la série conservée à la *Société de l'Histoire du Protestantisme Français*, à Paris. Elle va du début (1837) à 1901, date probable du dernier rapport. Si les archives internes semblent avoir disparu, la correspondance avec le comité a été conservée, tant aux archives de la *British and Foreign Bible Society*, conservées à la Bibliothèque de l'Université de Cambridge (90 lettres, cote BSA/X/C), que dans celles de la *Société Évangélique de Genève*, à la Bibliothèque publique et Universitaire. Le dépouillement des journaux protestants est également fort utile, en particulier *l'Église Libre*, proche des positions religieuses de la SLR, et qui publiait un compte rendu des ouvrages lors de leur parution.

⁴ André ENCREVÉ, *Protestants français au milieu du XIX^e siècle*, Genève, Labor et Fides, 1986, p. 153.

⁵ Daniel Robert propose 1821 (*Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine. Les Protestants*, Paris, Beauchesne, 1993, notice Chabrand, p. 122), André Encrevé avance 1831 (*idem*, notice Courtois), Franck Puaux 1820, pour la *Société des Traités religieux de Toulouse* (Franck Puaux, *Les œuvres du protestantisme français*, Paris, Fischbacher, 1893, p. 314). Les rapports annuels suggèrent plutôt 1833 pour l'institutionnalisation, mais les activités de colportage étaient en cours depuis une dizaine d'années.

1. L'âge de la Bible

Le pôle culturel toulousain apparaît deux décennies avant la création formelle de la *SLR* (29 octobre 1831). Le pasteur David César Chabrand (1780-1861) en est incontestablement l'homme clef. Né à Anduze en décembre 1780, consacré au ministère 21 ans plus tard, il est l'organisateur de l'Église réformée de Toulouse dans le cadre des articles organiques. Alice Wemyss, dans sa thèse sur le Réveil en France, met en évidence son rôle éminent, particulièrement pendant les années mal connues du Premier Empire. C'est un « évangélique » d'aucuns diraient « orthodoxe », partisan d'une reconstruction du protestantisme français sur une lecture littérale de la Bible, un retour au dogme calviniste et une piété exigeante. Mais il répugne à s'engager dans les combats frontaux qui opposent « libéraux » et « réveillés ». Cette position que l'on pourrait qualifier d'irénique se révèle un atout à la tête d'une future maison d'édition. Sur le plan politique, César Chabrand est ouvertement royaliste, recevant Wellington dans son temple en 1814 ; il est en relation avec Villèle, il est décoré par Louis XVIII. Cet engagement n'est pas du tout original dans l'Ouest et le Sud-Ouest. Chabrand est une des mailles d'un réseau qui comprend des notables protestants comme Henri d'Ounous, député de Saverdun, ou Thomas Dobrée, le grand armateur nantais.

C'est l'époque où le Sud-Ouest est l'objet de multiples actions du Réveil : Robert Haldane est à Montauban en 1817, l'évangéliste Henri Pyt, de la *Société Continentale*, réside à Bayonne de 1821 à 1828, multiplie les voyages dans les communautés protestantes de la région, et organise un premier colportage, tout en engageant la polémique avec Mgr d'Astros. Dès le début, le Réveil s'intéresse vivement à la diffusion biblique et ses corollaires, la scolarisation et l'édition. Dans ces domaines, César Chabrand fait figure de précurseur. En 1816, il part pour Paris puis « pour Londres dans le but avoué, écrit Alice Wemyss, "d'intervenir... auprès du ministre de l'Intérieur [et] d'instituer des écoles du dimanche"⁶ ». Il comptait également s'initier à la méthode d'enseignement dite « lancastrienne » et solliciter le soutien de la *British and Foreign Bible Society (BFBS)*, de Londres. L'objectif culturel est atteint, du moins en partie : plus d'une trentaine d'écoles du dimanche sont créées par les protestants français et le pasteur fonde une école lancastrienne à Toulouse. En outre, le Sud-Ouest devient, avec l'Alsace, la région pionnière de l'édition biblique. La *Société de Montauban* est créée fin 1817, réali-

⁶ Alice WEMYSS, *Histoire du Réveil, 1790-1849*, Paris, Les Bergers et les Mages, 1977, p. 93.

sant un vœu déjà ancien du professeur Encontre, et publie la version Martin de la Bible, tirée à 6000 exemplaires en 1818, avec le soutien de la *BFBS*. Chabrand prépare au même moment une autre édition de 10 000 Bibles Martin, dans un format plus maniable, qui paraît en 1820. C'est pour lui l'occasion de préparer l'étape ultérieure, à savoir la distribution biblique et la mise en place de toute une littérature d'accompagnement sous forme de petits traités religieux, comme ceux que son collègue Lissignol importait de la *Religious Tract Society*.

Là encore, l'initiative du pasteur Chabrand est antérieure de quelques mois à la création des organismes parisiens, puisque la *Société des Traités Religieux (STR)* est fondée dans la capitale seulement à la fin de l'année 1821. Or, le deuxième rapport de la *STR* (de Paris, donc) signale, dès 1823, une « Société des Traités de Toulouse, présidée par le pasteur Chabrand, et dont l'existence date de 1820⁷ » ! Parallèlement, Chabrand fonde dans sa ville une œuvre de colportage avec l'approbation du préfet. Le but était de « détruire l'effet de cette centaine de mauvaises brochures dont on faisait un renouvellement tous les ans [par] des éditions nombreuses ». Faute de volontaires d'origines huguenotes, les agents de la société sont des colporteurs professionnels, probablement pyrénéens. C'est une tentative originale : le pasteur essaie de s'introduire dans un modèle commercial existant, celui des vendeurs d'almanachs et autres distributeurs ambulants de la « Bibliothèque bleue ». En sus des livrets de *Peau d'âne* et autres *Fils d'Aymon*, ils se chargeraient de *Nouveaux Testaments*. L'affaire paraît jouable, puisque le prix relativement élevé des Bibles d'alors permet de dégager une marge acceptable. Le projet Chabrand est risqué commercialement, politiquement et même spirituellement, puisque c'est un acte de foi dans la puissance autonome du texte. La Parole de Dieu emprunte le même circuit que d'autres ouvrages considérés à l'époque comme plus ou moins pornographiques, que le parti politique « ultra » voulait faire interdire ! L'échec est donc presque immédiat. Chabrand conclut en 1822, que les « colporteurs pour Satan, dont nous étions obligés de nous servir afin de les détourner peu à peu de leur maître infernal, [furent] suspendus de leurs travaux par une mesure générale... prise précisément à cause de leur infernal commerce⁸ ». La « mesure générale » semble bien avoir visé tout particulièrement les auxiliaires de César Chabrand. Le pasteur s'était consolé à la pensée que « le public connaît maintenant l'œuvre de lumière en opposition à l'œuvre des

⁷ *STR*, rapport du 15 avril 1823. D'après Daniel Robert (*op. cit.*, p. 430), la « Société des traités de Toulouse » se serait fondue dès 1821-1822 dans celle de Paris.

⁸ B. U. Cambridge, Archives de la *B.F.B.S.*, correspondance, lettre de Chabrand, 2 octobre 1822.

ténèbres, et cela a au moins produit l'effet de réveiller l'attention sur les dangers et la honte qu'il y avait sur celle-ci. »

De cette première entreprise culturo-religieuse de César Chabrand ne subsiste donc que l'école lancastrienne. Sans doute la vision du pasteur était-elle trop novatrice, probablement sa mise en place tombait-elle à contretemps (le durcissement politique du régime consécutif à l'assassinat du duc de Berry), mais plus fondamentalement, il y avait là trop de travail pour un homme seul et dépourvu de fortune.

a) Franck, Louis et Armand Courtois

L'histoire s'accélère brutalement au bout d'une dizaine d'années. Car le pasteur a réussi à faire partager sa vision à plusieurs membres de sa communauté, en particulier à la famille Courtois. Pour la présenter, laissons encore la parole à Alice Wemyss. L'historienne du « Réveil » en général et de Saverdun en particulier, en trace un portrait saisissant :

Originaires de la vallée de l'Ariège, les Courtois étaient établis à Toulouse depuis 1763 en tant que banquiers. Le père avait siégé au Capitole sous tous les régimes sauf celui de la Terreur. Il était également membre fondateur tant de l'Église que de la Société Biblique, et en tant qu'"ami de l'ordre", il s'était trouvé à l'abri des nombreuses vexations dont les protestants avaient été les victimes sous la Restauration. La mère, née Elizabeth Nicols était une anglicane évangélique. Aussi avait-elle élevé ses fils, Franck (né en 1804), Louis (1806) et Armand (1808), dans la religion de Wilberforce. Dans une ville aussi catholique que Toulouse, la famille ne pouvait vivre que repliée sur elle-même et frayait surtout avec les hobereaux protestants tels que d'Ounous et Rapin, acquis depuis longtemps au Réveil. Aussi les frères n'avaient-ils guère connu autre chose. Ils ne se déplaçaient que pour aller à Montauban ou à Saverdun où se trouvaient leurs terres. La politique les laissait indifférents et ils auraient volontiers renoncé aux affaires, leur fortune suffisant « à leurs besoins et même à leurs désirs ». Leur vie était centrée sur le Réveil...⁹.

Très présents dans la vie de l'Église réformée locale (diacres et membres du consistoire), les trois jeunes frères s'impliquent dans le domaine social (aumônerie laïque des hôpitaux et des prisons, fondation d'une maison de santé pour vieillards et de l'Institut d'orphelins de Saverdun)¹⁰. Ils sont, dès 1843, « membres à vie » de la *Société des Intérêts Généraux du Protestantisme Français*¹¹.

⁹. A. WEMYSS, *op. cit.*, p. 193.

¹⁰. « Ils ont un ami chrétien âgé et expérimenté en la personne de M. Chabrand, de qui ils reçoivent un conseil journalier, et qu'ils considèrent comme leur père spirituel » (lettre du Docteur Pinkerton à la BFBS, rapport de 1837, p. xxvi).

¹¹. Rapport du Bulletin de la SIGPF, 1844 et suivants.

Le modèle spirituel de Louis, Franck et Armand est assez clairement celui des « grands laïcs » évangéliques et sociaux de Londres : Alice Wemyss touche juste en faisant allusion à Wilberforce et ses amis de la « Clapham sect ». Franck, Louis et Armand sont parfaitement anglophones, de culture bilingue par leur mère. Ils peuvent correspondre directement avec Londres et ont leurs entrées aussi bien à Earl Street, le siège de la toute puissante *British and Foreign Bible Society*, qu'à Paternoster Row, où opère la *Religious Tract Society*, qui coordonne l'édition protestante en Europe. Les frères Courtois sont, comme le Rugby français, les produits d'un métissage entre Grande-Bretagne et Sud-Ouest. Leur anglophilie est extrême :

Écoutez les visiteurs français qui viennent de Londres. Tous vous paraîtront émerveillés des œuvres gigantesques de la nation anglaise ; étonnés de l'ordre et du calme qui règne... confondus surtout de voir l'agitation, le mouvement, le tumulte qui règnent tous les jours de la semaine dans cette vaste fourmilière, remplacés, le dimanche, par le calme, le repos et la solitude¹².

Tout est extrêmement original dans le style des frères Courtois, à commencer par leur mode de vie communautaire¹³. Plutôt que de se spécialiser et devenir l'un pasteur, l'autre banquier, et le dernier éditeur, ils ont décidé d'être ensemble tout à la fois. La formule leur réussit remarquablement. La banque familiale ainsi cogérée prospère, elle a duré jusqu'à aujourd'hui¹⁴. Nous parlerons de l'édition et du colportage évangélique. Quant à la dimension spirituelle, citons l'opinion du pasteur Jean Pédézert, leur contemporain et animateur du « Réveil », qui voyait en eux des « pasteurs laïcs ¹⁵ ».

b) Le « système Courtois » de colportage

En 1830, les frères Courtois ont seulement entre 22 et 26 ans. N'étant pas encore complètement en charge de l'affaire familiale (leur père, Louis, meurt en 1837), ils peuvent mettre leur énergie et leur imagination au service de la propagation de la Foi. La liberté de presse ayant été rétablie par le régime de Juillet, ils reprennent la plupart des projets de leur pasteur et mentor, César Chabrand. Correspondants de la *BFBS* ils tiennent le dépôt de la Société biblique de Paris.

¹². SLR, *Rapport*, 1850, p. 30.

¹³. Voir aussi les articles nécrologiques consacrés aux frères Courtois dans *L'Espérance* (13 mai 1864, 10 novembre 1865) et *L'Église libre* (21 juillet 1871).

¹⁴. *La Banque Courtois à 200 ans*, Toulouse, 1960. Elle est aujourd'hui filiale du groupe Crédit du Nord.

¹⁵. PÉDÉZERT Jean, *Souvenirs et Études*, Paris, 1888, cité par A. ENCREVÉ, *op. cit.*, p. 149.

Mais ce n'est pas assez. Pour l'heure, le plus urgent leur semble être la reprise du colportage¹⁶.

Ils font imprimer des tracts et traités de style moderne et se lancent dès 1831 dans la distribution à grande échelle, en n'hésitant pas à donner personnellement l'exemple. Ils visitent la prison, les casernes, les bateliers du canal du Midi, les cercles de réfugiés libéraux espagnols et même les campagnes. C'est probablement d'eux dont parle le pasteur Reclus à ses collègues de *la Correspondance fraternelle* : « nous avons vu des gens riches en biens du monde, possédant peut-être et pour le moins une fortune de cent mille francs répondre à notre appel et venir chez nous charger sur leur dos une caisse de Livres Saints et faire ainsi une tournée de cinq à six jours...¹⁷ » Les frères Courtois entendent développer cette activité à l'échelle d'une entreprise. Fort de l'appui de la *BFBS* qui accepte de leur donner, ou de leur céder à prix cassé, des milliers de Livres Saints, ils montent une société de diffusion itinérante qui reprend les pratiques et les réseaux du colportage pyrénéen pour les transformer en colportage évangélique. Dans un premier temps, ils proposent de défrayer des protestants du réveil puis d'embaucher des prosélytes. Mais comme ces derniers ne sont pas assez nombreux, ils sont amenés à passer contrat avec des professionnels du colportage de librairie, leur demandant d'échanger la « Bibliothèque bleue » traditionnelle contre la caisse de Bible. Dans ce domaine, l'argument financier se révèle décisif pour recruter une demi-douzaine de collaborateurs : les liquidités financières dont disposent les Toulousains les mettent dans la position stratégique du bailleur de fonds, mise en évidence par les études consacrées au colportage commercial de librairie¹⁸. De financiers, ils glissent naturellement au statut d'employeurs, étant les premiers à salarier certains de leurs agents, ce qui fait de leur entreprise le laboratoire managerial qui va servir de modèle à tout le colportage évangélique français. Entre 1831 et 1837, ils répandent 57 006 Nouveaux Testaments et 3127 Bibles. Ils ont acheté pour « seulement » 13 128 francs d'ouvrages à la Société Biblique, sans compter ceux qu'ils éditent sur place. Pour distribuer, les Courtois « cassent » les prix. Le docteur Pinkerton, agent de la

¹⁶ Sur le « système Courtois » de colportage, voir notre article du *Bulletin du Centre d'étude du protestantisme béarnais* : « Le colportage protestant en Midi pyrénéen, d'après les archives des sociétés évangéliques. 1820-1845 : le temps des pionniers », avril 2003, p. 1-12.

¹⁷ Bibliothèque de la *SHPE Correspondance fraternelle*, dite *Frontin*, Ms 1117, folio 48, 1^{er} septembre 1833.

¹⁸ Jean Jacques DARMON, *Le colportage de librairie en France sous le Second Empire. Grands colporteurs et culture populaire*, Paris, Plon, 1972. Laurence FONTAINE, « Les colporteurs briançonnais. Forces et fragilités des réseaux de librairies et colporteurs au XVIII^e siècle », in BARBIER F., JURATIC S., VARRY D. (éds), *L'Europe et le livre : réseaux et pratiques du négoce de la librairie, XVI-XIX^e siècles*, Paris, Klincksieck, 1996, p. 201 et 206.

société biblique britannique sur le continent, en visite en 1837, remarque qu'entre les années 1831 et 1833 l'entreprise toulousaine a distribué 40 000 Testaments environ, « donnés pour cinq sous, et très souvent gratuitement¹⁹ ».

Le choix des frères Courtois est un pari spirituel audacieux. D'un côté, ils organisent la « désacralisation » de la Bible, devenue un objet standard de consommation, vendu sur les routes et sur les marchés. De l'autre, ils prêtent à l'Écriture Sainte une valeur spirituelle déterminante puisqu'ils postulent, comme Chabrand, que la simple lecture du texte sacré est capable de transformer les vies, voire de convertir au protestantisme. On se situe là à la pointe extrême du Réveil. Une telle démarche suppose un contexte de paix religieuse qui reconnaît dans la Bible (en français) le Livre commun à tous les chrétiens, le clergé local ne s'opposant pas à la diffusion des Saintes Écritures. De ce côté, ils ont presque un siècle d'avance. Ils ne se doutent pas que leur système est très vulnérable en cas de « guerre de religion », ce qui ne saurait tarder²⁰. Mais, sans doute, estiment-ils le catholicisme trop affaibli en ces années 1830-1831 pour pouvoir réagir.

Commençons par la rapide expansion. Les frères Courtois se sont mis d'accord avec Londres qui leur consent des prix exceptionnels. Grâce à une correspondance constante et régulière directement avec le comité, ils obtiennent même parfois des livraisons gratuites, 4000 exemplaires par exemple en 1835. Mais si la *BFBS* est si généreuse, c'est que les frères banquiers puisent aussi dans leur fortune pour assurer le complément des salaires des colporteurs.

Nous n'avons, hélas, pas d'informations précises sur ces distributeurs. Les frères Courtois ont employé une demi-douzaine environ de colporteurs en même temps, essentiellement entre 1831 et 1839, date où ceux qui étaient protestants passent au service direct de l'agence française de la *BFBS*. Le hasard d'une longévité exceptionnelle fait que nous en connaissons bien un, Laffargue, domicilié à Saint-Antonin dans le Tarn-et-Garonne, entré au service des frères Courtois en 1835 à l'âge de 26 ans et rattaché ensuite directement à la *BFBS* le 10 octobre 1839. Près d'un demi-siècle plus tard, au soir de sa vie, il figurait encore sur les registres de la l'agence française de la *Société biblique Britannique* en 1887, pour un mois et demi de courses dans l'année, 172 francs de salaire et 171 exemplaires vendus²¹ !

¹⁹. *BFBS annual report*, 1837, p. xxvi.

²⁰. Sur la polémique, en particulier à propos de la distribution biblique, se reporter à la thèse de Michèle SACQUIN, *Entre Bossuet et Maurras. L'antiprotéstantisme en France de 1814 à 1870*, Caen, 1997.

²¹. *Société biblique française*, fonds privé, registre du personnel (1873-1928).

La saison de colportage de l'hiver 1831-1832 est enthousiasmante. Près de 40 000 Livres saints sont vendus ou plus exactement cédés à bas prix, voire donnés. Ce chiffre énorme est accueilli avec stupéfaction à Paris comme en Suisse. La *Société Évangélique de Genève* demande aux frères Courtois quel est leur secret (Document 4).

Mais les facilités tarifaires consenties par Londres ne peuvent durer, d'autant que des pénuries de papier renchérissent l'impression²². En 1833, la distribution des frères Courtois diminue sensiblement « à la suite de la hausse des prix ». L'opposition du clergé n'est pas encore trop sensible :

Nous nous sommes toujours inquiétés de savoir si les Nouveaux Testaments qui étaient passés entre nos mains avaient été conservés par leurs acquéreurs. Nous avons découvert que le nombre de ceux qui avaient été saisis par les prêtres restait très faible: Si, en quelques endroits nos cœurs ont été navrés de savoir que des exemplaires avaient été brûlés, ce ne sont que quelques spécimens²³.

En 1834-1835, les frères Courtois s'orientent de plus en plus vers les Espagnols :

Nous allons écrire à nos frères du Béarn et de la frontière... pour les engager à redoubler leurs efforts pour déposer les Nouveaux Testaments en espagnol entre les mains des Espagnols eux-mêmes. Peut-être la révolution là-bas nous apportera des opportunités que nous sommes anxieux de voir se réaliser. Quand nous aurons épuisé notre stock actuel, nous nous permettrons de demander un nouvel envoi des Écritures en espagnol ou en catalan...²⁴

Nous croyons qu'il est possible de faire une grande opération en faveur de l'Espagne cette année. L'apparition du choléra dans ce pays a provoqué une grande émigration chez les notables. Toulouse et toutes les villes des environs en sont remplies. Un grand nombre d'entre eux sont en relation avec notre banque, ce qui nous apportera des occasions de leur faire du bien²⁵.

2. L'âge de l'édition

Le clergé, qui se sent globalement déstabilisé par le nouveau contexte politique, volontiers anticlérical, de la Monarchie de Juillet, se défend avec véhémence, y compris contre les colporteurs. Les frères Courtois rendent compte dès 1832 des

²². « Nos distributions gratuites ont presque entièrement cessé » (*BFBS*, correspondance, lettres des frères Courtois, 6 novembre 1832).

²³. *BFBS annual report*, 1834, p. xxvi.

²⁴. Lettre des frères Courtois au comité de la *BFBS*, rapport de 1834, p. xxvii.

²⁵. *BFBS annual report*, 1835, p. xxii.

difficultés de leurs agents, dont beaucoup sont encore catholiques : « Ils ont eu beaucoup à souffrir [des prêtres] ; menacés, insultés, excommuniés... Ils ont tout supporté avec patience²⁶. » Tout bascule au cours de l'année 1835, à la suite de mandements de Mgr d'Astros, archevêque de Toulouse, qui dénonce l'œuvre de colportage biblique. Désormais, chaque tournée de distribution est une lutte que seuls peuvent soutenir les colporteurs motivés et aguerris. Les chiffres de distribution s'effondrent.

Très vite, les colporteurs professionnels abandonnent et ne restent plus que quelques protestants, éventuellement prosélytes. Le système Courtois évolue alors. Puisque le combat est engagé, autant l'entreprendre de manière frontale, et se rallier à la stratégie des sociétés évangéliques, comme celles de Genève ou de Paris, qui faisaient de leurs colporteurs de véritables prédicateurs itinérants, armés dans leur caisse, des feuillets de « l'arsenal anti-papiste ». Pourquoi ne pas s'en faire éditeurs, comme l'avait déjà tenté César Chabrand ? Certes, la *Société des Traités Religieux* de Paris était désormais incontournable et avait pris une grande extension à la suite, entre autres, du succès de son *Almanach des Bons Conseils*, mais il y avait encore de la place. La *Religious Tract Society* était disposée à prêter main forte à une nouvelle structure. La politique des grandes sociétés évangéliques anglaises avait toujours été de multiplier les auxiliaires sur le continent.

Franck, Louis et Armand Courtois, associés à Chabrand et à quelques amis suisses et britanniques, fondent à Toulouse la *Société des Livres Religieux (SLR)* qui ajoute à son catalogue des ouvrages de controverse anti-catholique. La complémentarité tactique (Bible + polémique) est claire, mais l'enjeu stratégique devient hasardeux : le développement de l'agence de distribution biblique n'est pas conciliable avec celui de l'œuvre d'édition de la *SLR*. Dans la pratique, les faits ont déjà tranché : le colportage devient de plus en plus difficile. En 1837-1838, les Frères Courtois abandonnent progressivement la distribution systématique des Livres saints²⁷. Il n'est plus nécessaire qu'ils lui consacrent leur temps et leur fortune, dans la mesure où la Grande-Bretagne commence à salarier directement les colporteurs bibliques français. Le nouvel agent général à Paris, Victor de Pressensé, a réussi à convaincre le comité de la *BFBS* d'étendre le principe de salarisation à tout le territoire français. Mais l'objectif comme les modalités sont différents. Il ne s'agit plus de distribuer de façon extensive, mais, bien au contraire

²⁶ *BFBS*, correspondance, lettre d'Armand Courtois, 12 décembre 1832.

²⁷ « Les Courtois de Toulouse n'ont point de colporteurs... Il a été beaucoup répandu de Nouveaux Testaments dans leurs environs, mais [...] les prêtres sont parvenus à entraver les nouvelles ventes » (*SEG*, lettre au comité, 25 janvier 1838).

de sélectionner les colporteurs les plus sûrs qui s'engagent à ne pas distribuer la littérature de controverse qui irrite tant les catholiques. Pour les autres, l'agence augmente ses prix afin de faire disparaître, si possible les causes d'affrontement...

La maison d'édition de la *SLR* est née dans un anonymat à peu près complet²⁸. Les premiers ouvrages sont imprimés en 1832, ce que confirme le pasteur de Toulouse dans son discours inaugural du 26 mars 1837 : « Il y a quatre ans que nous avons cru qu'il était de notre devoir de travailler selon nos faibles moyens au progrès des lumières évangéliques et à l'affermissement des âmes réveillées²⁹. » La *SLR* s'inscrit pourtant au cœur d'un vaste projet, qui n'est pas propre aux Toulousains, ni d'ailleurs aux protestants, celui d'une moralisation de la société par l'éducation et l'imprimé.

Un des frères Courtois, relatant devant l'assemblée générale de 1838 les circonstances de la naissance de l'œuvre, décrit la prise de conscience initiale :

Un jour... nous trouvant dans un atelier d'imprimerie de cette ville, nous voyons un immense tas de petits livres, nouvellement imprimés.

- Qu'est-ce que ces brochures ? demandons-nous au chef.

- Monsieur, c'est la Bibliothèque bleue.

- Qu'est-ce que la Bibliothèque bleue ?

- C'est une collection de 118 traités qui se réimpriment tous les ans, au nombre chacun de 20 ou 30 000 exemplaires... 118 fois 20 000 exemplaires, quel nombre prodigieux !

- Mais comment s'écoulent de si nombreuses éditions ?

- Monsieur, il descend tous les ans, de l'arrondissement de Saint-Gaudens, 400 colporteurs qui vont les vendre dans les villes, dans les villages, dans les hameaux, dans les chaumières, et ainsi elles s'écoulent.

Vous me demanderez maintenant, Messieurs, ce que contenaient ces brochures ? Nous désirâmes aussi de le savoir, nous nous en fîmes remettre une collection, nous n'y trouvâmes qu'ignorance, superstition, mensonges et immoralité, au point que nous blesserions la décence si nous citions seulement les titres de la plupart de ces infâmes livres...³⁰.

La *SLR* s'appuie d'abord sur le vaste fonds des publications britanniques que la *Religious Tract Society* met à sa disposition, de trois façons : droits sur des textes anglais, traductions déjà réalisées, parfois même stocks d'ouvrages déjà imprimés en Grande-Bretagne. La part relative de ces diverses contributions

²⁸. « En 1833, quelques chrétiens de Toulouse ... commencèrent à s'occuper activement de l'œuvre qu'ils avaient précédemment fondée. » (*SLR*, Rapport de 1878, p. 11). D'après le témoignage de son frère cadet, « Louis Courtois a été le premier initiateur de notre œuvre » (1865, p. 6).

²⁹. *SLR*, Rapport, 1837, p. 10.

³⁰. *SLR*, Rapport, 1838, p. 8.

reste à préciser par des recherches ultérieures, mais il semble, à la lecture des catalogues, que l'apport britannique ait nettement culminé dans la phase initiale de la société³¹. On y trouve des ouvrages de piété, des essais d'apologétique, et un grand nombre de biographies et de courts traités sous forme de récits (de conversion). Mais les productions françaises sont présentes dès l'origine : une *Vie de Félix Neff*, des ouvrages de polémique (Douesnel, Malan, Bost et Roussel) ainsi que des reprises de vieux titres huguenots (Drelincourt...).

Dans l'ensemble ces productions rencontrent un réel succès. En 1837, un des pasteurs de la *Correspondance fraternelle* cite « les traités de Toulouse [qui] plaisent beaucoup plus que ceux de Paris et qui le doivent d'abord à leur format et à leur couverture, mais aussi aux sujets qui y sont traités³² ». De son côté, la *Société de Bordeaux* écrit en 1841 qu'elle « continue toujours à vendre, avec la Bible, les divers ouvrages publiés par [la SLR] et a lieu de se réjouir d'avoir adopté cette marche. Il est arrivé à nos colporteurs d'avoir été repoussés d'abord par quelques personnes, quand ils offrent la Bible et les Nouveaux Testaments. Puis, voir des ouvrages, grands ou petits, avec leurs couvertures imprimées, excite la curiosité de ces mêmes personnes. On voulait y jeter un coup d'œil, on causait avec le colporteur, et on finissait par prendre à la fois la Bible et quelques livres de piété³³ ».

La SLR essaie de diminuer la part de la production britannique, mais sans jamais réussir : les protestants français, explique-t-elle, « présentent peu d'écrits originaux³⁴ ». Mais ce n'est pas totalement vrai. Un certain nombre de titres semblent avoir été imposés par les donateurs britanniques, soit à titre collectif (les « packages » de la *Religious Tract Society*), soit même à titre individuel.

³¹. De 1833 à la première assemblée générale de 1837, la société avait fait paraître 54 000 livres et 57 000 traités. La plupart sont des traductions anglaises, mais la liste comprend une *Vie de Félix Neff*. La part de la polémique anticatholique est notable : 1500 exemplaires de la *Doctrine sur le culte de Marie*, 3000 *Lettre d'un curé à ses anciens paroissiens*, et 2000 *Pourquoi votre curé vous défend-il de lire la Bible*, sans compter les 12 000 *Traité Malan*. En 1838 on aura ajouté un tirage de 3000 *Pourquoi votre curé...*, 10 000 *Catholiques chrétiens* et surtout 5000 *Réponse à l'Archevêque de Toulouse*. En 1841, la SLR est chargée de distribuer 250 exemplaires de *Pourrai-je entrer dans l'Église romaine, tant que je croirai toute la Bible ?*.

³². Bibliothèque de la *Société de l'Histoire du Protestantisme Français* (Paris), *Correspondance fraternelle*, dite *Correspondance Frontin*, Ms 1117, 2 août 1837.

³³. Lettre de la *Société de Bordeaux* à la SLR, sans date, citée dans le rapport de 1841, p. 16.

³⁴. « En parcourant notre catalogue, on trouve plusieurs ouvrages traduits de l'anglais. Quelques-uns nous l'ont reproché ; ils disent que ces écrits, tous excellents qu'ils sont, ne s'adaptent pas aux nécessités religieuses et morales de la France [...] Nous acceptons le reproche [...] mais que faire ? Chers frères, blâmez moins et écrivez d'avantage : nous gagnerons tous à cette nouvelle méthode » (Rapport de 1842, p. 21).

a) Une structure souple

Depuis 1834, la *SLR* est organisée en société de droit privé. Elle tient assemblée générale tous les ans ou tous les deux ans, et comprend un comité de membres actifs, composant le bureau, des membres honoraires, et des membres correspondants. Le comité se limite à cinq ou six, comprenant César Chabrand qui reste président jusqu'à son décès, et les frères Courtois, qui se répartissent les tâches de trésorier et secrétaire. Avant l'arrivée du pasteur Guillaume de Félice, ces postes étaient tenus par des étrangers, des révérends britanniques ou des Genevois comme le colonel Armand Tronchin. Dorénavant, la *Société des Livres Religieux* se confond avec la famille Courtois. Dans les correspondances conservées à Genève ou Londres, on n'écrit pas à la *SLR*, mais aux « frères Courtois », comme à une entreprise. C'est effectivement une œuvre au fonctionnement beaucoup moins associatif que ses homologues du Réveil. Cette dimension familiale s'est révélée un atout en facilitant l'innovation et simplifiant la gestion.

Le relevé des autres membres des différents comités permet de mesurer l'étendue des réseaux de la famille Courtois. Après le décès du dernier des frères survivants, Franck, en 1871, la famille continue à contrôler l'œuvre dans les personnes de Franck Courtois de Viçose (1840-1905), conseiller municipal de Toulouse, fils d'Armand, établi banquier en s'associant à son oncle Franck, ainsi que par Alfred Parlier, Inspecteur général des Ponts et chaussées, époux d'Élisabeth Courtois, fille d'Armand³⁵. Franck Courtois de Viçose est président de 1886 jusqu'à la liquidation de la société qui ne survit pas à son propre décès en 1905³⁶. Jusqu'au bout, donc, la fortune de la *SLR* est associée à celle des « Courtois du Réveil ».

Outre César Chabrand et Guillaume de Félice, le cercle des proches comprend les notables coreligionnaires de Saverdun, berceau de famille des Courtois, et site de leur école d'orphelins. Ce sont Louis d'Ounous, le pasteur Laforgue, président après la mort de Franck en 1863, et H. Laurens, propriétaire, également président après 1875³⁷. La société tient également à s'associer à

³⁵ Franck Courtois de Viçose (1840-1905), fils d'Armand Courtois, avait obtenu par décret du 22 juillet 1863, l'autorisation de relever le nom de sa mère, Léontine Viçose de Lacourt (1817-1866), fille du baron de Lacourt. Il épousa Isabelle Harvey (1843-1873) puis Isabelle Rey, fille du baron Rey.

³⁶ Un autre cousin, De Mila de Cabarieu, figure alors également au comité.

³⁷ Les frères Courtois ont fondé l'orphelinat de Saverdun, avec MM. Laurens (auteur de *L'agriculture au point de vue chrétien*), Louis d'Ounous (1811-1882), et de Larlenque. Laurens est, jusqu'à son décès en 1886, président du comité de l'orphelinat de Saverdun, et celui de la section centre-sud de la *Société Centrale*.

la Faculté de théologie protestante de Montauban : de Félice, Jalaguier, Pédézert, Leenhardt, Bois... À noter enfin l'importance des « grands laïcs » et pasteurs genevois parmi les membres associés : Tronchin, de Saint-George, Vaucher, Eynard, Gaussen, Robert-Falck, Barde, Ruffet...

Les comptes rendus des assemblées générales sont imprimés, tirés à 500 ou 1000 exemplaires, avec indication des recettes, dépenses, mention des livres édités et réédités, principaux donateurs et liste des bibliothèques créées. Cette impression permet au public protestant de s'appropriier une société pourtant familiale, qui pratique la cooptation de ses collaborateurs. Les trois frères se partagent le travail d'édition, les relations extérieures. Les épouses et les amis prennent en charge les traductions. Restent l'administration et les expéditions qui sont confiées à un agent général salarié : le premier, Delhorbe, meurt en 1864. Lui succède Dupin de Saint-André jusqu'en 1867, avec l'assistance d'un « agent libraire », Paul Lagarde. La charge est reprise ensuite par Paul Durand³⁸.

La *SLR* entretient d'excellents rapports avec les autres institutions protestantes. En 1846, la *Société des Intérêts Généraux du Protestantisme Français* relaie sans succès une initiative des frères Courtois tendant à faire distribuer des livres religieux « dans les établissements publics³⁹ ». Les relations sont cordiales avec l'autre grande maison d'édition huguenote, la *Société des Traités Religieux*, de Paris. Chabrand préside même leur assemblée générale du 28 avril 1835. Les liens sont étroits avec la *Société Évangélique de Genève* et les grandes maisons britanniques, en particulier la *Religious Tract Society*, qui finance une part importante de l'œuvre.

André Encrevé estimait, à propos des banquiers toulousains, que « leur peu de goût pour la controverse leur faisait [...] rejeter la publication d'ouvrages polémiques ». La proposition est totalement recevable, mais à condition de la restreindre au débat interne protestant, car l'affrontement est constant avec les catholiques. Dans le champ clos des luttes huguenotes, en effet, l'équipe Courtois-Chabrand se veut délibérément silencieuse : il n'est pas question de se brouiller avec les coreligionnaires, quels qu'ils soient. Les livres de la *SLR* sont destinés à être achetés par tous les protestants, et ses bibliothèques à être accueillies dans tous les temples, à commencer par ceux des paroisses libérales. Telle est la ligne édictée par le pasteur Chabrand dès la première assemblée générale en mars 1837.

³⁸. Le dépôt, situé rue des Balances, dans l'hôtel Sans, du temps de Delhorbe, passe ensuite rue Romiguières.

³⁹. Bulletin de la *SIGPF* 1846, p. 52-53.

...de là, le soin que nous avons eu dans nos publications d'éviter ces questions secondaires, devenues de nos jours les sources de nombreuses dissidences. De là, notre constante attention à publier préférablement des ouvrages purement bibliques, des expositions simples de la doctrine évangélique, des biographies chrétiennes, des livres pour l'éducation religieuse, des traités édifiants. Aussi avons nous la satisfaction de voir qu'aucune de nos publications n'a provoqué de réclamation d'aucun écrivain religieux, quoique la plupart de nos feuilles périodiques se soient empressées de les annoncer⁴⁰.

b) Un équilibre comptable difficile

Le compte créditeur est alimenté fondamentalement par deux rubriques : les dons, qui représentent la moitié des ressources dans la période de lancement, et le produit des ventes, qui augmentent une fois les catalogues bien garnis. Mais visiblement, le produit du négoce de librairie n'a jamais réussi à procurer, tant s'en faut, un autofinancement : les « petits » tirages de quelques milliers de volumes ne permettent pas de dégager des marges bénéficiaires, les prix sont volontairement peu élevés, beaucoup d'ouvrages sont offerts. « La *Société des Livres Religieux* n'est pas une œuvre de librairie mais une œuvre d'évangélisation », affirmait Armand Courtois⁴¹. On le croit bien volontiers à la lecture des bilans. Restent donc les dons. « Des protestants de France, nous l'avouons à regret, le comité reçoit peu⁴². » Les tableaux des donateurs citent les contributions des Églises (quelques dizaines de francs en moyenne) et des particuliers (des notables et même des pasteurs, malgré leur faible salaire). La contribution essentielle (plus des trois quarts) vient des protestants anglo-saxons, et en premier lieu, nous l'avons dit de la RTS. Mais l'on rencontre également le *Comité d'hommes de l'association continentale*, d'Édimbourg, la *Société des traités religieux* américaine, les *Missions étrangères de l'Église presbytérienne* de New-York, et bien d'autres. Certaines années, les contributions américaines arrivent à dépasser celles de l'Angleterre et de l'Écosse, sur un volume total à peine supérieur à 10 000 francs.

Le manque d'argent est à l'évidence récurrent dans une entreprise qui s'est donnée pour tâche de rétablir la foi et la morale en France : Les rapports évoquent habituellement « le manque de fonds » ou « l'état de gêne pécuniaire où nous nous sommes constamment trouvés », mais la situation a été particuliè-

⁴⁰. SLR, *rapport*, 1837, p. 8.

⁴¹. *Idem*, 1845 p. 23.

⁴². *Idem*, 1852, p. 12.

rement tendue au début de l'œuvre (les objectifs sont difficilement atteints) et, bien entendu, dans les années qui précèdent le dépôt de bilan de 1906.

3. L'âge de l'évangélisation par la culture : édition et bibliothèques

Dix années après sa fondation, la *SLR* amorce un certain virage dans sa politique d'édition. Dans un article publié en 2004, j'avais émis l'hypothèse que l'initiateur de cette évolution était Guillaume de Félice (1803-1871), une des plumes les plus élégantes du protestantisme et qui avait atteint une grande notoriété, illustrée par une chaire à la faculté protestante de Montauban⁴³. Son appartenance au camp évangélique était tout aussi marquée que celle des Toulousains. J. Pédézert oppose avec pertinence la relative monotonie du ministère de G. de Félice à Montauban (« il prêchait tous les dimanches devant le même auditoire »), à la multiplicité de ses engagements culturels nationaux : « il devint le collaborateur d'Émile de Girardin... Il aimait à se rappeler les jours où quatre journaux, contenant chacun un article de lui, étaient quelquefois portés dans son cabinet⁴⁴. »

Le projet présenté devant l'assemblée générale de 1842⁴⁵ par Guillaume de Félice est de créer un pôle moderne de communication évangélique, associant foi et culture, mais sans forcément se cantonner dans les matières religieuses. Or ce même programme a été adopté deux ans plus tôt à Londres par la société donatrice, la *Religious Tract Society*. Cette mutation a fait l'objet d'une thèse récente soutenue à Cambridge par Aileen Fyfe⁴⁶. Sans doute la part de Guillaume de Félice a-t-elle été simplement de plaider pour un programme qui rejoignait en tous points ses propres principes. Dans son discours, ce dernier célèbre le développement de l'instruction publique, mais se désole aussitôt : Les almanachs sont des tissus de « prophéties stupides et de narrations peu morales », les journaux servent « à exciter d'ardentes passions [...] à nourrir de malheureuses antipathies nationales » sans compter l'effet délétère des comptes rendus de crimes⁴⁷. Les

⁴³ Jean-Yves CARLUER, « Un grand éditeur protestant du XIX^e siècle : la Société des Livres Religieux de Toulouse », *Annales du Midi*, Octobre 2004, p. 473-494.

⁴⁴ Jean PÉDÉZERT, *Cinquante ans...*, p. 24.

⁴⁵ Guillaume DE FÉLICE, *Appel aux chrétiens de France en faveur de la Société des livres religieux de Toulouse*, Toulouse, 1842.

⁴⁶ Aileen FYFE, *Industrialised conversion : the Religious Tract Society and popular science publishing in Victorian Britain*, Thèse, Université de Cambridge, 2000. (en ligne, disponible sur le site de l'Université de Galway).

⁴⁷ Parmi les « vices capitaux de notre époque », de Félice cite « la manie de sortir de son état, l'excès des préoccupations sociales » (rapport de 1842, p. 25).

« romans en feuilletons », ces « œuvres de corruption, en pénétrant chaque matin dans le sein de 200 000 familles, y renversent par degrés tout ce qui soutenait encore l'autorité paternelle et la chasteté conjugale⁴⁸ ». À tout cela il faut un « contrepoison ». « Il faut, avec la Parole de Dieu, publier de bons écrits [...] introducteurs de la Bible auprès des hommes prévenus ou mal éclairés de la génération présente. » Pour cela, il ne faut pas hésiter à « sortir de l'enceinte du protestantisme », en publiant des livres qui « éveillent l'attention publique en mettant à nu nos grandes plaies morales, domestiques et sociales [...] On ne doit pas se borner à faire des écrits exclusivement religieux ». Le rapport de 1842 propose en conclusion un infléchissement plus proprement culturel :

À côté des ouvrages de doctrine, nous demandons des livres de sciences, d'histoire, de voyage, de littérature, inspirés par l'esprit de la foi. Cet esprit doit les pénétrer, les épurer, les vivifier, sans y dominer seul. Pour caractériser notre pensée, croit-on qu'une *Histoire de la Révolution française*, composée par un chrétien, et respirant une piété qui animerait tout sans nulle part faire de prédication directe, ne nous donnerait pas les lecteurs que nous cherchons vainement aujourd'hui⁴⁹ ?

L'œuvre d'édition comprendra désormais trois niveaux : éducation et culture, traités d'évangélisation, livres de piété. Elle devra s'adresser à tous, à commencer par les enfants des écoles. Elle devra être diffusée par tous les moyens envisageables : bibliothèques publiques et distributeurs, professionnels ou bénévoles. Tel est le schéma que la SLR a tenté désormais d'appliquer.

Pour trouver des auteurs en langue française, le comité organise des concours destinés à encourager les vocations d'écrivains. Le premier est annoncé en 1843 et doté par Robert Haldane d'un prix de 1200 francs qui sera décerné à « l'ouvrage qui paraîtra devoir contribuer le plus efficacement à faire lire et répandre la Bible ». L'année suivante, après décachetage des noms des auteurs, le prix est attribué à... Guillaume de Félice ! Le comité s'excuse de récompenser un des siens. Il est vrai que la coïncidence est navrante et que l'on imagine mal que la commission de lecture n'ait pas reconnu le style désormais célèbre du théologien de Montauban... D'un autre côté, le talent de Guillaume de Félice est si évident que l'on a aucune peine à croire qu'il ait été le meilleur. L'ouvrage est mis sous presse, c'est *La voix du colporteur biblique*. En 1843, le sujet du concours est « la passion

⁴⁸. Comme ses collègues moralistes chrétiens du XIX^e siècle, Armand Courtois s'empêche contre l'influence délétère des romans : « à tout prix, on veut lire... l'imagination s'excite par les tableaux des plus dégradantes immoralités, et l'homme, vivant au milieu des chimères et dans un monde d'illusion, finit par être dégoûté du rôle que le créateur lui a assigné sur terre, et quelquefois le suicide même est la triste conséquence de la lecture des romans ».

⁴⁹. SLR, *Rapport*, 1842, p. 26.

des intérêts matériels considérés du point de vue chrétien ». Il est gagné l'année suivante par Zacharie Bonnard et bientôt imprimé par la société. Aucun concours n'est annoncé les années suivantes. Déception des éditeurs, faute d'auteurs, ou manque de moyens ? Le problème est d'envergure. Il traduit globalement l'étroitesse numérique des milieux du Réveil et la difficulté des protestants français, pourtant bien pourvus en intellectuels d'envergure, à s'impliquer dans une apologetique destinée aux classes moyennes et populaires...

La production semble trouver un second souffle après 1870, et les tirages sont tirés vers le haut par la sous-traitance d'almanachs pour le compte de la *Société Évangélique de Genève*. La société s'inscrit sur un marché en essor : la production scolaire et tout particulièrement les livres pour les prix :

L'Almanach pour la jeunesse... avec ses versets de l'Écriture Sainte et ses exhortations religieuses est lu avec beaucoup d'intérêt dans les familles où nous ne pouvons pas nous présenter nous-mêmes. Ces livres arrivent fréquemment par l'intermédiaire de la jeunesse, qui est moins fanatique, et ainsi ils sont lus par leurs parents. *La case de l'Oncle Tom*, *Les pêcheurs de Port-Darby...* sont toujours très bien accueillis. Ces livres, en général, neutralisent l'effet de cette littérature mauvaise dont on inonde les villes, et particulièrement l'Algérie⁵⁰.

a) Les bibliothèques

L'établissement de centaines de bibliothèques d'Églises est certainement un des grands apports de la *Société de Toulouse* aux communautés protestantes. Si la volonté de susciter ces outils religieux et culturels date du début de l'œuvre, leur essor s'est accéléré après 1842. Chabrand les présentait en 1837 comme une priorité de la société, avant même l'édition d'ouvrages pieux :

Nous avons désiré d'en rendre les Églises participantes ; nous avons souhaité que les petits-enfants, parmi nous, eussent aussi des livres élémentaires propres à les conduire dans les voies de la vie chrétienne, que les adultes de tout degré, quant à l'intelligence, pussent satisfaire ce goût pour la lecture qui maintenant est devenu universel...⁵¹.

Le projet correspond parfaitement à l'esprit du temps : la loi Guizot sur l'instruction publique date de 1833. Il importe désormais de faire lire à tous des ouvrages au contenu, bien entendu, « moral »⁵².

⁵⁰. SLR, *Rapport*, 1875, p. 12.

⁵¹. SLR, *Rapport*, 1837, p. 7-8.

⁵². Dominique VARRY dir., *Histoire des bibliothèques françaises. Les bibliothèques de la Révolution et du XIX^e siècle, 1789-1914*, Cercle de la Librairie, 1991.

En fait, la vraie question n'est pas de se demander pourquoi les protestants français ont créé un réseau de bibliothèques, mais bien pourquoi c'est la *Société de Toulouse* qui l'a mis en place. Car des bibliothèques populaires protestantes existaient déjà en 1837. Une des plus anciennes est sans doute celle qui est fondée au Ban-de-la-Roche par Oberlin en 1821. La grande bibliothèque populaire de Lyon étudiée par Marianne Carbonnier date de 1830⁵³.

Pour expliquer le succès de la *SLR*, il faut croiser de multiples facteurs. Sans doute faut-il évoquer l'exemple local offert par *l'œuvre diocésaine des bons livres* de Toulouse, créée en 1833. Dans un contexte aussi conflictuel que celui des années 1830, les frères Courtois ne pouvaient laisser aux catholiques le monopole des bonnes idées, surtout quand il s'agissait de lectures morales ! Le second facteur s'explique de lui-même : la création de bibliothèques populaires protestantes est parfaitement complémentaire de l'activité d'édition, que, justement, la *SLR* naissante entend développer. Quant au soutien financier, facteur décisif, il est réalisé dès lors que c'est la puissante *Religious Tract Society (RTS)*, de Londres, qui pousse justement à la création de bureaux de prêt. Mieux, une grande partie de la subvention de la *RTS* est conditionnée par la création de bibliothèques protestantes. Plus encore, les Britanniques fournissent dès l'origine des « kits » complets, imprimés à Londres, composés de traductions d'ouvrages évangéliques.

Dans son rapport de 1837, relayé par la presse réformée, la *SLR* se propose d'offrir gratuitement une collection de ses ouvrages aux œuvres protestantes qui en feront la demande : églises, postes d'évangélisation, écoles... De plus, le comité s'engage à la compléter par les nouvelles parutions et à renouveler les livres usagés.

Ces bibliothèques doivent être ouvertes au plus large public possible, moyennant une petite contribution de principe : elle « devra servir à acheter des livres pour en augmenter le nombre et pour faire relire ceux auxquels il sera jugé nécessaire de faire cette amélioration⁵⁴ ». À Labastide-sur-l'Hers, par exemple, la somme annuelle collectée est de 45 francs en 1838.

La *SLR* a établi un statut type pour chaque bibliothèque religieuse : Elle doit être gérée par un comité d'au moins trois personnes, qui surveillent l'établissement. Les bibliothèques de la *SLR* ne sont pas « fermées » aux ouvrages acquis

⁵³. Marianne CARBONNIER, « Une bibliothèque populaire au XIX^e siècle : la bibliothèque protestante de Lyon », *Revue française d'histoire du livre*, n° 20, 1978, p. 613-645.

⁵⁴. *SLR*, *Rapport*, 1838, p. 26. « Projet de statuts pour la direction de chaque bibliothèque ».

ailleurs, mais le statut type prévoit l'unanimité du comité local pour les acquérir. Dans la pratique, les pasteurs des paroisses disposent d'un pouvoir absolu. Le pasteur Meyrargue, de Valdrôme, écrit ainsi en 1837 : « Notre bibliothèque religieuse est bien petite, elle ne se compose que de 56 volumes [...] J'ai mis à côté d'elle les rayons de ma propre bibliothèque, qui portent des livres de pure édification, et j'ai prêté indistinctement les uns et les autres, à tous ceux qui les demandaient ; ainsi j'ai pu mettre en circulation environ 250 volumes.⁵⁵ » La *SLR* encourage visiblement ce genre d'initiative qui multiplie l'impact des quelques dizaines d'ouvrages déposés. Au-delà du but strictement religieux, elle veut induire un plus vaste projet, populaire et culturel. Les bibliothèques de la *SLR* renouvellent les lectures des protestants français, élargissent le champ de connaissance des huguenots au-delà de la Bible et des recueils de sermons traditionnels, favorisent l'enracinement de l'alphabétisation, et entraînent une diffusion de la littérature de piété calviniste hors de son milieu originel. Sans doute aussi les dépôts de la *SLR* produisent-ils aussi auprès de leur usagers français une acculturation en faveur de la littérature pieuse à la fois britannique et de Réveil. On aurait là, mais l'hypothèse reste à vérifier, un des leviers qui ont permis au courant « orthodoxe » de se développer considérablement au sein de paroisses traditionnelles dont beaucoup étaient pourtant conduites par des pasteurs libéraux. Les premières listes de bibliothèques montrent en effet une pénétration en profondeur des consistoires ruraux : Lourmarin, Saint-Hippolyte, Réalmont, Lacaune, Lamothe-Chalencon, la Tremblade, Sablailrolles, Codognan, Jarnac, Osse, Bessonié, Chomérac, la Bastide-Rouairouze, Trémis, Gémonsac sont pourvus, comme bien d'autres, au cours de l'année 1838...

Dès ses premières années d'existence, la *SLR*, assaillie de multiples demandes, ne peut fournir « toutes celles qui [...] étaient demandées », écrit le rapporteur de l'année 1840⁵⁶. La procédure de sélection est rigoureuse : le comité classe les demandes qui émanent de pasteurs ou de laïcs du Réveil. La *SLR* dispose d'un volant financier initial (permettant d'établir 21 bibliothèques par exemple en cette même année 1840). Mais le comité peut éventuellement demander une aide exceptionnelle à la *RTS* de Londres. En 1840, toujours, elle peut fournir ainsi 25 bibliothèques supplémentaires.

Le développement est impressionnant. Dès 1855, la *SLR* en avait fondé 877 ! Le mouvement ne se ralentit pas dans les décennies suivantes et atteint parfois la

⁵⁵. *Idem*, 1838, p. 13.

⁵⁶. *Idem*, 1840, p. 9.

centaine de créations annuelles, alors même que le nombre des titres déposés tend à augmenter. Au début de la troisième république, le réseau des bibliothèques s'étend à des institutions les plus diverses. En 1873, par exemple, des collections sont offertes à l'école du dimanche du temple du Saint-Esprit, à la prison Saint-Lazare, à la bibliothèque populaire des Chartrons, au camp militaire de Ville-neuve-L'Étang, aux soldats prisonniers à Vevey, aux *Unions Chrétiennes* de Montpellier et de Rome, et même aux huguenots de Brooklyn... En 1878, le cap des 2000 bibliothèques est atteint. Le dernier rapport, celui de 1901, en totalise 2613.

Le réseau des bibliothèques de la *SLR* est donc tout à fait impressionnant, surtout si on le rapporte au nombre restreint des protestants français. Son importance est tout à fait comparable aux grands réseaux diocésains comme celui des bibliothèques paroissiales du midi rhodanien. Dans beaucoup de régions et même à Paris, le bureau de prêt gratuit protestant a précédé son homologue catholique⁵⁷. Quant à l'impact religieux, et *a fortiori* culturel, il est très difficile de l'évaluer. Les rapports de la *SLR* se veulent très positifs, comme il se doit, et très précis. On apprend par exemple dans le rapport de 1838 que les volumes de la bibliothèque de Saint-Laurent-du-Cros ont été lus 117 fois. Mais de multiples zones d'ombre subsistent. La plupart des comités locaux ne donnent pas signe de vie, ou plus exactement leurs nouvelles ne sont pas jugées dignes de publication dans les rapports annuels. Selon ces derniers, certaines bibliothèques doivent être périodiquement et entièrement reconstituées, sans que l'on sache s'il faut l'interpréter de façon positive (dédoublage des fonds, usure définitive des ouvrages) ou négative (abandon et dispersion des dotations originelles).

Tout cela coûte très cher, mais la charge réelle doit être relativisée. Les livres offerts le sont au coût marginal et ce sont eux qui permettent d'atteindre les seuils de rentabilité des tirages : les dons gracieux et les remises justifient les subventions, notamment anglo-saxonnes. La création de bibliothèques, on le voit, est un élément constitutif du montage financier de la *SLR*. C'est bien pour cela qu'elle n'a jamais été abandonnée, même dans les années où se creusait le déficit.

b) Le colportage

La *SLR* avait été créée comme fournisseur de littérature de colportage. Une telle vocation ne pouvait être oubliée. Les Courtois avaient dû se séparer de leurs

⁵⁷ La première bibliothèque paroissiale parisienne est créée en 1839 dans le cadre de l'*Association de piété du Rosaire* à Saint-Thomas d'Aquin.

colporteurs. Ils continuent ponctuellement à les subventionner⁵⁸. Il leur reste l'espoir de pouvoir réembaucher des distributeurs itinérants, que l'on peut cataloguer plutôt comme « commis de librairie ». Le comité brûle d'essayer : « Nous n'avons pu faire encore, pour le colportage, que quelques faibles essais, les ressources de notre société ne nous ont pas permis de faire usage, sur une grande échelle, de ce puissant moyen d'évangélisation », écrit Armand Courtois dans le rapport de 1844. Quelques essais sont tentés dès 1849.

La SLR institutionnalise à partir de 1859 son département de colportage. Un protestant américain, James Lenox, s'est engagé à verser annuellement 2000 francs. Deux ou trois colporteurs parcourent « quelques départements du Midi⁵⁹ » protestant et notamment le Gard, l'Ardèche et le Vaucluse. Ils « sont toujours munis, à côté des publications de Toulouse, 1^e de *l'Almanach des bons conseils*, et de *l'Almanach des familles*, à l'effet de leur ménager partout et auprès de tous un accès facile ; 2^e de la Bible, parce que c'est le Livre par excellence...⁶⁰ ». En 1864, ils sont au concours régional de Nîmes où ils tiennent un stand et étalent leur marchandise. Cette même année, les trois colporteurs vendent 294 Bibles, 1148 Nouveaux Testaments, chiffre très honorable, mais aussi 9854 almanachs et 14 602 livres de Toulouse, ce qui est considérable.

Aucun bilan financier spécifique du département du colportage n'apparaît dans les rapports. Le comité s'inquiète progressivement des dépenses engagées par la distribution ambulante. En 1878, par exemple, l'assemblée générale décide de réduire les « dépenses pour le colportage, qui coûte beaucoup et produit peu⁶¹ ». Cela laisse augurer un déclin rapide. Les rapports ultérieurs n'en parlent plus.

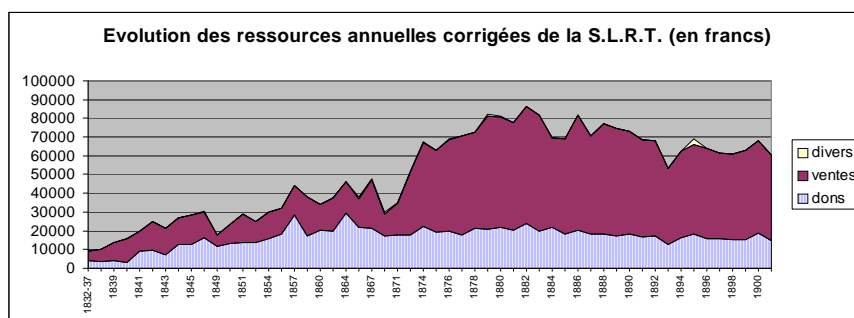
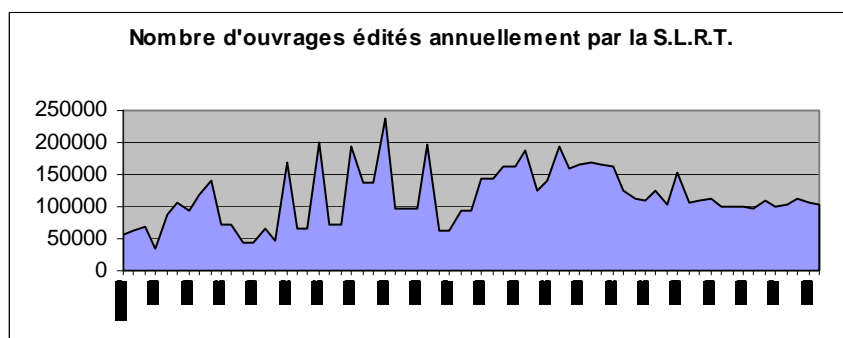
⁵⁸. En 1847 le comité vote un don de 250 francs à la *Société de Bordeaux* pour l'entretien d'un colporteur dans les Pyrénées.

⁵⁹. SLR, *Rapport*, 1874, p. 15.

⁶⁰. *Idem*, 1864, p. 24 et 25.

⁶¹. *Idem*, 1878, p. 29.

4. De l'essor au déclin



L'évolution des flux financiers des ressources de la *SLR* est probablement le meilleur indicateur de l'évolution de la société. La courbe des recettes fait apparaître deux phases facilement identifiables⁶². Jusqu'en 1870, c'est l'époque des fondateurs. Les dons représentent plus de la moitié des entrées. Le produit des ventes est faible, mais la progression est sensible. Jusqu'en 1840, le rapport dons/ventes peut faire illusion, mais la *SLR* distribue largement des livres imprimés en Grande-Bretagne et commercialise des dons en nature. Le chiffre d'affaire triple jusqu'aux années de la crise de 1847-1848, très marquée comme d'habitude dans les bilans des sociétés évangéliques.

Le Second Empire n'interrompt pas la croissance, bien au contraire. Les Courtois et leurs amis sont ralliés au régime. Le rapport de 1854 est très explicite :

Ceux qui craignaient beaucoup, maintenant rassurés sur la possession de leurs biens

⁶² La courbe est établie à partir des données des rapports, corrigées selon la durée des exercices. Les assemblées générales n'étant pas convoquées à date fixe (entre un et deux ans), nous avons établi des moyennes mensuelles qui ont été ensuite annualisées. L'échelle du temps, par contre, n'est pas corrigée ici et apparaît compressée pour la période 1837-1870 où les rapports sont les plus espacés.

matériels, ont le loisir de s'inquiéter de leurs intérêts spirituels. Ceux qui espéraient beaucoup, désabusés de leurs stériles chimères, sont poussés à chercher plus haut ce que les révolutions ne leur ont pas donné... Ce qui fait les progrès dont on ne revient plus, c'est l'exhaussement moral et religieux. À contempler de cette hauteur les événements de notre époque, on admire les sagesse de la Providence qui ne contient l'humanité dans sa marche que pour la rendre plus digne d'aller de l'avant⁶³.

La *SLR* stagne au cours des années 1860. La maladie frappe les fondateurs : le rapport de 1861 signale le « mauvais état de santé des frères Courtois ». Louis a subi une attaque de paralysie en juin. La société connaît un premier renouvellement de générations. Les frères décèdent entre 1864 et 1871 et sont remplacés par les amis du « groupe de Saverdun ».

La deuxième phase est celle qui suit la guerre franco-prussienne. L'augmentation des ventes est frappante, ce qu'il faut tenter d'expliquer par trois facteurs. La *SLR* a passé contrat avec la *Société Évangélique de Genève* pour éditer ses almanachs, ce qui gonfle le chiffre d'affaires. Mais cette analyse technique confirme une autre donnée : la vente des ouvrages protestants s'appuie sur un contexte religieux favorable au prosélytisme protestant. C'est l'époque où les œuvres d'évangélisation se multiplient, à l'exemple du réseau de la *Mission Mac All*. Par effet de levier, les résultats financiers font apparaître de meilleurs ratios. Enfin, le développement de la scolarisation étend le marché des écoles. Sans doute l'explosion des ventes recouvre-t-elle aussi une sorte de « bulle » financière. Le comité a anticipé la demande et s'est découvert à crédit. Le déficit est de 25 000 francs en 1878 et inquiète légitimement. Désormais la distribution stagne, il faut traverser une phase de dépression économique⁶⁴. Les lois scolaires Ferry et la laïcisation en cours posent un redoutable problème à la *SLR* : un précieux débouché se ferme, celui des livres de prix et des manuels religieux dans les écoles protestantes. Le rapport de 1883 est pessimiste à ce sujet.

En 1884, la *SLR* est entraînée dans une polémique par la *Société de l'Histoire du Protestantisme Français* qui lui reproche son édition de *l'Histoire ecclésiastique*, de Théodore de Bèze, qu'elle juge « insuffisante et préjudiciable à la science ». C'est la première fois que la société entre en débat avec d'autres composantes de la Réforme en France. L'indication n'est pas anodine. Elle traduit un problème de mise en phase avec les autres protestants. Le catalogue vieillit. Des journaux évangéliques comme *L'Église libre* osent dire que les traités traditionnels ne sont

⁶³. *SLR, Rapport*, 1854, p. 9.

⁶⁴. « La crise que nous traversons passera comme bien d'autres » (rapport de 1882, p. 32).

plus adaptés aux lecteurs français. Le courant « libéral » qui s'était contenté d'un appui un peu condescendant pour les Toulousains, ne se reconnaît pas dans leur orientation, maintenant que le protestantisme est entré en guerre intestine ouverte. Franck Courtois de Viçose, fils d'Armand, est choisi pour mettre en œuvre une politique de consolidation générale. C'est un tournant : mise en place d'une ultime équipe et mutation de l'œuvre. La présidence de Franck Courtois de Viçose permet de reporter la chute jusqu'à son décès, ce qui montre assez bien que la *SLR* ne peut perdurer qu'appuyée à une banque qui garantit un déficit de plus en plus inquiétant. Mais, malgré les efforts de rationalisation, la *SLR* ne peut rebondir. La plupart des tirages sont des rééditions. Même les dons britanniques font défaut : la *Religious Tract Society* fait savoir qu'elle mettra progressivement fin en 1892 à son allocation annuelle de 10 000 francs. L'esprit de Fachoda ne favorise vraiment pas la vente du catalogue, d'autant que les brouilles politiques ne sont pas seulement internationales. La famille Courtois se chamaille avec ses amis de *l'Église libre* qui ne manquaient pas jusqu'alors de faire des comptes rendus positifs de chaque parution. Le comité de la *SLR* s'engage à titre privé dans le camp anti-Dreyfusard, qui n'est pas celui de la majorité protestante, favorable, on le sait, à la révision du procès⁶⁵.

En 1905, Franck Courtois de Viçose disparaît. Le 2 juin, *l'Église Libre* (reprise le 24 juin par la *Semaine religieuse de Genève*) annonce « que la vieille société de ce nom (*SLR*) qui a son siège à Toulouse, est maintenant en voie de liquidation par suite d'un déficit considérable. Elle avait certainement besoin d'être réorganisée, rajeunie, réadaptée au milieu, mais sa disparition complète laisse un grand vide...⁶⁶ ».

Le *Christianisme au XX^e siècle* reprend l'information en signalant que l'affaire vient d'être reprise par la *Société des Publications morales et religieuses (SPMR)* qui « accueillera désormais des œuvres ayant un but moral, sans avoir un caractère directement religieux⁶⁷ ». Le nouveau comité est complètement indépendant du premier. Si la faculté de Montauban y est bien représentée, la famille Courtois n'y figure plus. La *SPMR*, après avoir réoccupé les locaux de la rue Romiguières, reprend le flambeau, avec quelques réussites comme la publication du livre de Henri Bois sur *Le Réveil du Pays de Galles*. Un nouveau contrat

⁶⁵ La *SLR* suspend ses publicités dans *l'Église libre*, parce qu'elle défend trop ouvertement le capitaine.

⁶⁶ *Semaine religieuse de Genève*, 24 juin 1905.

⁶⁷ *Idem*, 5 août 1905.

avec la *Société Évangélique de Genève* pour l'édition annuelle de l'almanach est péniblement signé et encore plus péniblement réalisé.

Sans capitaux propres et avec un outil de travail vétuste, la *SPMR* ne pouvait espérer reprendre la place laissée par la *SLR*. Après un arrêt brutal en 1914, l'édition protestante entre dans une phase beaucoup plus déconcentrée, avec l'apparition de nouveaux acteurs comme *La Cause*, du pasteur Frédéric Dürrleman, qui semble avoir été le plus proche de l'esprit des Toulousains.

La *SLR* apparaît avoir joué finalement un rôle essentiel, paradoxalement moins dans le domaine du prosélytisme protestant que dans la dissémination de la sensibilité évangélique à l'intérieur du camp réformé. Si l'on considère que, dans les années 1870, le courant orthodoxe-évangélique est devenu majoritaire dans le protestantisme français, c'est en partie l'œuvre des bibliothèques, des almanachs et des multiples livres d'édification à l'accès facile multipliés par les sociétés éditrices de Toulouse (la *SLR*) et de Paris (la *STR*). L'œuvre des frères Courtois semblait achevée et décalée à la fin du XIX^e siècle. Mais sa dernière production, en quelque sorte posthume, l'ouvrage de Bois sur le Réveil du Pays de Galles, traçait encore la voie à des formes plus enthousiastes et moins guindées qui allaient être les atouts de l'essor évangélique du XX^e siècle. Les hommes passent, leurs œuvres (et leurs écrits) restent...

Jean-Yves CARLUER